

Discours - Carrefour national de l'action éducative en milieu ouvert (CNAEMO)

Vendredi 18 mars 2011

Madame la déléguée régionale,

Mesdames, Messieurs,

Je me réjouis de clore ces 31^{èmes} Assises du Carrefour national de l'action éducative en milieu ouvert (CNAEMO), à Lyon, qui fait preuve, qui plus est, d'un grand dynamisme en matière d'action éducative en milieu ouvert, grâce à un réseau d'associations et un partenariat local très efficaces. Cette action dans le Rhône est à l'image du fort engagement de tous les travailleurs sociaux, qui sur l'ensemble du territoire national œuvrent pour la protection de l'enfance.

Je veux vous remercier de m'avoir convié à cette troisième journée, car nous savons l'importance des liens qui unissent la justice à vos professions – cette relation institutionnelle est une spécificité et une des grandes qualités du modèle français de protection de l'enfance. Votre association s'implique depuis plus de 30 ans pour renforcer ce lien et faire vivre le réseau des professionnels afin de promouvoir les valeurs de l'assistance éducative en milieu ouvert et de faire évoluer son cadre d'action. Accompagner les familles les plus fragilisées est un engagement fort, qui exige de l'altruisme, du goût pour la relation et la rencontre, mais qui suppose aussi un grand professionnalisme s'appuyant sur des référentiels, des méthodes et des « outils » adaptés : savoir s'adapter est essentiel, dans une société complexe, évolutive, et face aux enjeux de l'assistance éducative.

Le savoir-faire et le dévouement des travailleurs sociaux auprès des familles et des jeunes est une grande richesse pour l'action et l'assistance éducatives. Les enjeux de vos métiers sont forts, la thématique du « *risque* » retenue pour ces assises en témoigne pleinement : un risque géré, un risque assumé, pour protéger l'enfance en danger et aider les familles à surmonter leurs difficultés.

Je veux saluer cette implication et vous dire aussi tout l'engagement du gouvernement, et tout mon engagement, dans cette **politique de protection de l'enfance**. Je crois profondément à ce partenariat institutionnel, indispensable pour

mener une action cohérente et pertinente au profit de la protection de la jeunesse. Et ces trois journées de réflexion nous rappellent plus que jamais que personne ne détient seul la solution pour aider une famille en difficulté (vous en faites l'expérience chaque jour) : la protection de l'enfance ne peut être pertinente et efficace que si Etat, associations, département agissent ensemble et définissent ensemble des outils et des méthodes innovants.

Vous avez d'ailleurs consacré cette dernière journée au rôle de l'institution en matière socio-éducative : frein ou moteur ? Je suis convaincu que l'institution est un moteur : elle doit être un appui pour la conduite de vos actions quotidiennes. Il n'y a pas d'opposition mais un engagement et un projet communs pour la protection de l'enfance : car c'est par l'échange que nous trouverons les meilleures mesures d'assistance éducative, et que vous pourrez disposer de tous les moyens indispensables à votre action. C'est bien grâce aux synergies que la justice des mineurs a construites avec vous, travailleurs sociaux, réseaux associatifs, que la politique de protection de l'enfance porte ses fruits.

I. Cette politique fonctionne parce que nous avons su faire évoluer les cadres de l'action sociale.

Nous les avons rénovés afin d'apporter la réponse la plus adaptée à l'intérêt de l'enfant, conformément aux exigences européennes.

- Pour s'adapter à une société en pleine évolution, la loi du 5 mars 2007 a réformé les cadres de la protection de l'enfance. La portée et l'apport de cette réforme sont incontestables : elle apporte une aide de proximité aux familles pour leur permette de sortir des difficultés ; elle améliore le signalement de l'enfance en danger ; et encourage la restauration du lien familial, chaque fois que c'est possible.

C'est par la protection de l'enfant et l'attention portée aussi aux familles que nous pouvons permettre à l'enfant de se reconstruire.

C'est par la continuité d'action, la qualité de la collaboration entre tous les intervenants auprès des familles et de l'enfant – travailleurs sociaux, associations, services publics, départements, magistrats – que nous serons en mesure d'apporter la meilleure réponse éducative. Je sais que c'est aussi votre conviction.

- Le secteur socio-éducatif a fait évoluer ses méthodes, pour y apporter toujours plus de professionnalité ; responsables étatiques, responsables locaux, nous devons être à l'écoute de ces intervenants sociaux, car, par leur connaissance du terrain, ils viennent enrichir la réflexion et proposer des solutions pertinentes et souvent innovantes.

Ce dispositif rénové favorise la communication et la coordination entre les acteurs étatiques, locaux, associatifs ; il préserve aussi la spécificité du système français, qui par son double niveau administratif et judiciaire, est très protecteur pour l'enfant et favorise la reconstruction du lien social, et si possible du lien familial.

II. Vous relevez chaque jour le défi de missions exigeantes, les attentes sociales sont fortes : en protégeant les mineurs, en aidant à la reconstruction du lien social ou familial, vous œuvrez pour l'avenir.

Votre métier mérite le respect et la considération ; trop souvent encore, l'attention, notamment médiatique, se porte sur les difficultés ; elles existent bien sûr, nous ne devons pas les nier. Mais il faut aussi saluer les réussites qui surviennent grâce à l'engagement des travailleurs sociaux, leur implication auprès des jeunes et des familles.

Vous avez retenu la thématique du « *risque* » pour ces 31^{èmes} Assises, l'action éducative en milieu ouvert est une mission passionnante, délicate aussi car elle comporte une part de risque à assumer, en raison de la vulnérabilité croissante des familles, de leur précarité, de situations de jeunes dont chacun s'accorde à reconnaître (travailleurs sociaux, magistrats, professionnels de santé) qu'elles sont de plus en plus complexes.

Une mission délicate également parce que l'AEMO est une aide contrainte. Décidée par le juge, la mesure d'AEMO peut être vécue par les parents comme une intrusion, une violence institutionnelle, avant d'être conçue pour ce qu'elle est vraiment : un soutien, une aide. Mais plus qu'un risque, la mesure constitue un pari sur l'avenir, le pari que le lien filial peut être restauré, reconstruit. Dans cette perspective, le risque

est mesuré et géré, car l'action éducative en milieu ouvert doit s'opérer dans le souci constant de la protection de l'enfant.

C'est la prise en compte de ces contraintes, de ces « risques », qui conduit à être exigeant sur la qualité professionnelle du travail social. Ce professionnalisme doit être encore renforcé, pour conférer une légitimité accrue à votre action et faciliter votre intervention. Car nous le savons, la confiance est indispensable à la réussite des mesures d'action éducative en milieu ouvert : ces mesures, mises en œuvre au sein même de la famille, reposent sur la construction d'une relation personnalisée avec le mineur, et une écoute des parents, tout en conservant une juste distance relationnelle avec chacun d'eux. L'éducateur conduit son travail en s'appuyant sur l'autorité de la décision de justice, mais c'est par son professionnalisme qu'il établit un lien de confiance réparateur et, c'est grâce à la juste distance qu'il a su établir, qu'il peut mettre un terme à son intervention sans que la famille ou l'enfant ne le vive comme un abandon ou une rupture.

L'identification des bonnes pratiques, des innovations, la prise en compte des nouvelles connaissances - issues de l'expérimentation et de la recherche - est une nécessité pour renforcer les outils et les méthodes, et s'assurer d'une intervention pertinente et efficace des travailleurs sociaux. Il est donc essentiel de créer des espaces d'échange, tels que le CNAEMO, afin de partager les savoirs et d'imaginer des méthodes éducatives nouvelles et les structures les mieux adaptées aux réalités sociales.

La prise en charge des mineurs doit faire l'objet d'une attention constante de tous les acteurs (Etats, collectivités, associations...) ; elle doit savoir évoluer rapidement, et de façon pertinente, afin de garantir la meilleure protection due à l'enfant et de refonder lien social qui lui permettra de s'inscrire dans l'avenir. Je veux vous inviter à vous saisir pleinement de l'expérimentation, nous ne devons pas la craindre, car elle constitue une opportunité pour le travail social. Pourquoi ? Parce que l'action éducative s'inscrit par nature dans une dynamique, et ne peut jamais se satisfaire de cadres figés. Dans ce domaine, les meilleures solutions sont celles qui sont construites et affinées par les acteurs du terrain, dans le respect des valeurs essentielles de l'action éducative. L'Etat doit considérer cette expérimentation et

donner un caractère pérenne aux solutions expérimentales qui ont fait la preuve de leur efficacité et ont démontré leurs avantages pour la protection de l'enfance.

III. La mission que vous menez n'est pas simple et je souhaite que mon passage, parmi vous, pour la clôture de ces travaux, soit l'occasion de vous donner un signe fort, une sorte « d'accusé de réception » face aux difficultés que vous rencontrez pour maintenir la vie de vos associations, de vos services, au niveau où l'Etat, la direction de la Protection judiciaire de la jeunesse, vous ont demandé de le porter pour mettre en œuvre les mesures de placement, les mesures de milieu ouvert en faveur des adolescents qui vous sont confiés par les magistrats de la jeunesse.

Comme tous les ans, vous avez reçu la **circulaire « de tarification » du 7 février** ; c'est un texte très attendu mais qui suscite aussi des appréhensions ; ce texte est pour les associations une sorte de feuille de route tarifaire. Cette année, encore plus que les précédentes, vous savez que l'exercice est difficile.

L'Etat, c'est-à-dire nous tous, doit rationaliser ses dépenses, même celles qui concernent votre activité si utile au devenir des jeunes et à la cohésion de notre société.

Vous savez que je n'ai pas le choix : comme tous les départements ministériels, celui de la Justice et des Libertés doit réduire ses dépenses. A la direction de la Protection judiciaire de la jeunesse, cette baisse des dépenses de fonctionnement décidée par Matignon s'élèvera à 10% sur trois ans, dont 5% dès cette année. Nous ne pouvons pas nous soustraire à cette contrainte, je vous demande de le comprendre comme je l'ai déjà indiqué aux présidents de certaines fédérations reçus récemment à la chancellerie.

Il va de soi que cette rationalisation touche autant les services et établissements du secteur public que les vôtres :

- Depuis trois ans, la direction de la PJJ s'est réorganisée en profondeur ; les efforts ont porté sur des structures mieux adaptées aux territoires, notamment en mutualisant les fonctions dites « supports ».

Ainsi, cette direction a donné l'exemple en diminuant le nombre de ses directions régionales de 15 à 9. Ses directions départementales, qui étaient une centaine, sont désormais 55 directions territoriales.

Enfin, plus de 300 emplois ont été rendus.

- Cet effort qui tend à réduire les déficits publics, nous vous demandons de le porter avec nous.

La plupart d'entre vous l'a compris ; vous avez d'ailleurs commencé à le mettre en œuvre.

Les orientations contenues dans la circulaire du 7 février relative à la tarification, notamment celles concernant **l'application des dispositions de la nouvelle mesure judiciaire d'investigation éducative, vous posent des difficultés**. Je l'ai bien compris ; vous êtes nombreux à m'avoir adressé des courriers sur cette question.

Je souhaite vous dire que je comprends ces difficultés et que j'ai demandé au directeur de la PJJ de différer de quelques mois la date butoir du 30 juin à laquelle cette mesure devait se substituer définitivement aux enquêtes sociales et à la mesure d'investigation dite « I.O.E. ».

Ainsi, jusqu'au 31 décembre, les magistrats pourront continuer de prescrire les deux anciennes mesures. En revanche, dès le 1^{er} janvier 2012, soit au terme d'une année complète de transition, la nouvelle « mesure judiciaire d'investigation éducative » devra être prescrite seule, à la place des deux précédentes.

Je souhaite bien évidemment que ces six mois supplémentaires soient mis à profit pour reprendre la dynamique de négociation, dont je sais bien sûr qu'elle n'est pas interrompue.

Sur le fond, je vous le redis, nous n'avons pas le choix : nous devons mieux utiliser l'argent public, en mutualisant toujours plus nos forces et en concentrant les moyens

que nous donne le Parlement sur le cœur de la mission : aider, accompagner toujours mieux ces jeunes qui sont notre avenir.

Mais dans la forme, je souhaite que la concertation produise tous ses effets ; j'attache du prix à ce qu'une authentique complémentarité soit maintenue entre le secteur public de la PJJ et vos associations qui ont souvent eu le rôle précurseur qu'on leur connaît. Il y aura de la concertation parce que j'y suis attaché.

C'est grâce à l'échange, et à la compréhension mutuelle, que nous pourrons surmonter les difficultés et que nous serons en mesure d'améliorer la politique de protection de l'enfance ô combien sensible et nécessaire. Je sais pouvoir compter sur votre sens du dialogue et vous pouvez compter sur mon écoute pour faire toujours progresser vos cadres d'action.